

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°74 SPÉCIAL
PALESTINE

Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

la Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

**PALESTINE
VAINCRA !**
فلسطين ستنتصر!

ACTUALITÉS NATIONALES
**Stop à la répression
envers Mariam
Abu Daqqa !**

P. 4

THÉORIE
**Comment les
opprimés peuvent-ils
se libérer ?**

P. 8

LES CHEMINS DU POUVOIR
**Sur l'attitude du
Mouvement national kurde
à l'égard de la Palestine**

P. 14

Palestine vivra, Palestine vaincra !

La fin de cette année est marquée au fer rouge par un seul mot : Palestine. Depuis le 7 octobre, la guerre de libération nationale dans ce pays s'est imposée au monde entier. Pas seulement comme un sujet, mais comme LE sujet. Les grandes mobilisations partout dans le monde, de plusieurs millions de personnes, attestent de ce phénomène.

Politiquement, la Palestine est donc revenue au centre de l'attention : pour les peuples comme pour les impérialistes. Car militairement, ceux-ci appuient sans condition la campagne barbare d'Israël à Gaza qui veut éradiquer la résistance à coup de bombes et de balles.

Les impérialistes, tous sans exception, laissent plus ou moins ouvertement Israël commettre un massacre. En face de nous se produit un génocide : une deuxième Nakba, l'expulsion d'un million de Palestiniens d'une terre où ils étaient déjà des réfugiés. Et dans ce déplacement forcé, le meurtre organisé de dizaines de milliers de personnes, tandis que des centaines de milliers d'autres souffrent de la faim, de la soif et des maladies. Gaza était une prison à ciel ouvert et il n'y a que les gouvernements les plus réactionnaires qui attaquent leurs propres prisons pour mettre un terme à la résistance.

Il faut assumer le terme de génocide. L'expulsion des Palestiniens de leur terre, le plan pour les envoyer mourir dans le Sinaï, ou « *vivre dans des tentes* », montre la destinée promise au peuple palestinien par l'État d'Israël. Avec ou sans cessez-le-feu, Israël peut arriver à ses fins

et rayer Gaza de la carte en la vidant de tous les Gazaouis. Il faut dire les mots : stop au génocide !

Mais l'État d'Israël est tombé depuis 75 ans sur un os : le peuple Palestinien n'a qu'une seule voie, la résistance ! Il n'a qu'une destinée, la libération ! Les errements de tous les menteurs qui lui promettent la paix autrement, par les organisations internationales, par l'Autorité Palestinienne, par 2 États... sont en train d'être balayés par l'Histoire. Il ne reste qu'une voie au mouvement de libération nationale en Palestine, c'est la libération nationale sous la direction du prolétariat.

En France, la réactionnarisation de l'État s'est incarnée dans le déchaînement de fureur contre les soutiens ouverts et fiers de la résistance palestinienne. Comme l'Algérie ou le Vietnam hier, l'État français déteste voir la jeunesse, et surtout le prolétariat, faire d'une lutte la sienne. Aujourd'hui, chaque personne qui brandit un drapeau palestinien en France, qui porte un keffieh ou qui assume le soutien au peuple palestinien peut-être criminalisée. Et pourtant, le soutien de la majorité des masses crève les yeux. Alors, qui a raison ? En dernière analyse, malgré toutes les machinations des réactionnaires, les peuples finissent toujours par se libérer !

EN UNE

Manifestation de soutien aux Palestiniens à Amman, en Jordanie, le 27 octobre 2023.

SOMMAIRE

- 4 Stop à la répression envers Mariam Abu Daqqa !
- 6 Actions de solidarité avec le peuple palestinien à travers le monde
- 8 Comment les opprimés peuvent-ils se libérer ? Brève présentation de la Guerre Populaire
- 12 Palestine : la guerre en chiffres
- 13 La résistance armée anti-impérialiste est nécessaire dans le monde entier
- 14 Sur l'attitude du Mouvement national kurde à l'égard de la Palestine
- 16 Vive la lutte armée invincible de la résistance nationale du peuple palestinien !
- 17 Retour sur les manifestations du 25 novembre
- 18 Une perspective marxiste pour la libération des femmes

la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

1 MONTPELLIER : LES LIVREURS DE GRAND FRUIT DISTRIBUTION EN GRÈVE

Payés des cacahuètes, les chauffeurs-livreurs de l'entreprise Grands Fruits Distribution de Montpellier doivent se frotter les mains quand ils voient ce qu'apporte un CDI dans l'entreprise! « Une orange et une banane », selon les mots de la direction. Voilà un an que la nouvelle direction a dégradé les conditions de travail. Des salariés avaient reçu la promesse de travailler pour 1800 € nets minimum, ils se retrouvent à 1300 € par manque de commandes ou d'heures. Tout ça pour un travail difficile, à tirer des palettes et conduire des camions. Voilà pourquoi ils faisaient grève! Pour ne pas bosser pour des prunes. Ils ont bien raison!

2 MONTOIR-DE-BRETAGNE : 150 SALARIÉS EN GRÈVE CONTRE LE PLAN SOCIAL DE LA DIRECTION

C'est 150 personnes sur les 171 que compte le site Yara de la ville de Loire-Atlantique qui se sont réunies pour faire brûler des palettes et des pneus en tenant leur piquet de grève. Ils protestent contre le projet de la direction de l'usine de production d'engrais, qui veut en faire une plate-forme logistique. Si le projet se réalisait, 139 postes seraient supprimés! La CGT et les autres syndicats ont déjà annoncé leur intention de poursuivre la lutte pour imposer au groupe norvégien de conserver les emplois. En effet, le groupe Yara a fait des profits records en 2022, ce qui prouve que son plan social est injustifié.

3 HAUTE-VIENNE : BRAS DE FER DANS LA MÉTALLURGIE

Il y a quelques années, un accord a été passé entre le patronat et les syndicats de la branche de la métallurgie (à noter que la CGT avait refusé de signer). Pour faire simple, cet accord va prochainement modifier les classements des salariés, non plus selon l'ancienneté par exemple mais selon le métier exercé. Cette modification est à l'avantage évident des métiers d'encadrements et accentue fortement la fracture de classe au sein de ce secteur. Si cet accord vicieux a pu être passé il y a un moment,



la situation n'est bien sûr en rien réglée pour autant. Chez le fabricant de composant électrique Legrand (membre du CAC40) en Haute-Vienne, les salariés ont reçu un mail d'information avec leurs payes prévisionnelles du mois de janvier. Celles-ci incluent les modifications liées à l'accord, concrètement des pertes de salaires, ce qui a engendré une vive et juste colère. Dans la semaine du 20 novembre, des débrayages spontanés ont eu lieu dans tous les ateliers du département, sans même que les syndicats ne l'aient prévu. Le responsable de la CGT Legrand s'en réjouit fortement et prend l'affaire à bras le corps. Des nouvelles de la situation dans les autres entreprises du secteur, comme les grands groupes Schneider et Safran, sont attendues sous peu.

4 AÉROPORTS : LE SALE COUP DE LA DROITE CONTRE LES GRÈVES

Dans les aéroports (Lyon, Orly, Nice...), les grèves paralysent tout : vols annulés, avions cloués au sol, magasins fermés, portes d'embarquement closes... La machine bien huilée des grands aéroports français, destinés aux riches touristes et aux cadres avant tous les autres, peut d'un coup se gripper quand il y a un mouvement social. Voilà pourquoi le sénateur de droite Vincent Capo-Canellas a porté

une loi qui permettrait d'interdire les grèves des contrôleurs aériens si elles ne sont pas déclarées 48 h à l'avance. Ce texte, récemment validé par le Sénat et l'Assemblée nationale, permet d'appliquer dans les aéroports la même doctrine que dans le service public : des grèves encadrées, limitées, afin de les rendre inoffensives et d'éviter le pire : qu'un avion reste bloqué au sol! Rien de pire pour la compétitivité française selon ces sénateurs! En attendant, le droit de grève a beau être constitutionnel, en 2023 ça ne coûte pas bien cher de lui marcher dessus.

5 AMAZON : GRÈVES EUROPÉENNES À L'OCCASION DU BLACK FRIDAY

En France, il n'y a pas eu de grève massive, que des initiatives locales, mais un peu partout les casiers à colis d'Amazon ont été recouverts d'affiches et de rubans. Mais le mouvement de grève a été international : en Allemagne, Angleterre ou Italie, ce sont des milliers de travailleurs qui ont fait grève à l'occasion du Black Friday, une des journées les plus intenses de l'année pour ces ouvriers de la logistique dans les entrepôts. Ils réclament des augmentations de salaire. Au total, 30 pays ont suivi ce mouvement.

Stop à la répression envers **Mariam Abu Daqqa!**

Nous publions un article du site d'information Red Herald, paru le 31 octobre dernier.

Mariam Abu Daqqa, militante et dirigeante membre du Bureau Politique du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine), est la cible des attaques répétées de la réaction, tant du gouvernement que de plusieurs personnalités politiques. Le FPLP et sa branche militaire « Brigades du Martyr d'Abu Ali Mustafa », du nom du deuxième Secrétaire Général du FPLP lâchement assassiné en 2001 par les troupes israéliennes, fait partie de la résistance nationale palestinienne et ont déclaré :

« C'est le jour ou la nature de la lutte et la dignité de la nation arabe ont été recouvrées. Les rocs inébranlables issus des rangs de la résistance se sont unis pour répondre à l'appel de la Palestine, à l'appel d'Al-Qods et d'Al-Aq-

sa, au cours duquel l'essence du conflit est retrouvé et l'honneur de la nation arabe rétabli. Ils sont déterminés à remporter une victoire stratégique sur l'ennemi dans une bataille qui ouvrira la porte du retour et redéfinira l'histoire de la Palestine et de la région. » (Extrait de communiqué du FPLP, 8 octobre 2023 au sujet du Déluge d'Al-Aqsa)

La militante de 72 ans, en France depuis fin septembre, est une militante reconnue qui porte depuis des dizaines d'années un combat pour les droits des Palestiniens et Palestiniennes, pour la libération de la Palestine de la mer au Jourdain et est une figure active et reconnue de la lutte de libération nationale palestinienne.

Son voyage de 50 jours en France devait être l'occasion de porter haut et fort la cause pro-palestinienne à travers une série de 15 conférences. Elle était aussi supposée interve-

nir dans l'Hémicycle devant les députés français, suite à l'invitation lancée par la députée de la France Insoumise, Ersilia Soudais à l'occasion de la projection du documentaire « Yallah Gaza » le 9 novembre.

Avant même l'intensification du conflit en Palestine et l'offensive de la Résistance, Mariam Abu Daqqa a subi la répression du régime impérialiste français : interdiction d'intervenir lors de la conférence organisée par le Collectif 69 Palestine à l'université de Lyon 2 le 5 octobre. Après l'annulation d'une conférence qui aurait dû être animée par l'avocat franco-palestinien et habitant de Jérusalem Salah Hamouri en janvier dernier, ce n'est pas la première fois que les activistes pro-Palestiniens sont ciblés à Lyon par le maire pourtant « de gauche ». Malgré ceci la résistante a pu s'exprimer dans les rangs du public et a participé à la fin à une photo de soutien à Georges Ibrahim Abdallah.

Après le coup reçu par l'armée israélienne le 7 octobre, Mariam Abu Daqqa a été frappée par la répression du régime français. Plusieurs conférences ont été annulées, et le 16 octobre au matin, alors qu'elle partait depuis Toulouse vers Marseille, elle a été notifiée d'une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) signée la veille par le ministère de l'Intérieur à destination de Gaza. Le gouvernement estime en effet que Mariam Abu Daqqa est « membre du bureau politique du FPLP à Gaza », et que « dans le contexte actuel, [la tournée de 15 conférences] est susceptible de constituer un trouble à l'ordre public qu'il s'agit de prévenir ». Suite à cette notification, Mariam Abu Daqqa avait été assignée à résidence dans son hôtel dans la cité phocéenne, avant interdiction de sortie entre 22 h et 7 h, et pointage quotidien obligatoire dans un commissariat d'arrondissement à 12 h 30. L'assignation à résidence prononcée portait sur 45 jours, jusqu'à fin novembre, et couvrait donc complètement la durée du visa de Mariam Abu Daqqa, la contraignant au silence et à la passivité. Alors que la résistante gazaouie a perdu 28 membres de sa famille dans les bombardements aveugles et terroristes de l'entité coloniale israélienne, l'État français empêche les détracteurs et les militants des droits humains de s'exprimer et de porter la parole des oppri-



◀ Mariam Abu Daqqa.

més. Après avoir annoncé qu'elle contesterait cet arrêté d'expulsion, Mariam Abu Daqqa a vu la levée de cette assignation à résidence et de l'arrêté d'expulsion par le tribunal administratif de Paris le 20 octobre. Le juge des référés a statué que « *le ministère de l'Intérieur a porté une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté d'expression et à la liberté d'aller et venir* » de Mariam Abu Daqqa.

Cette attaque fait suite aux différentes attaques de la réaction contre les soutiens au peuple palestinien, passant par l'interdiction systématique des manifestations, puis par les verbalisations, la perquisition du responsable syndicale de l'union départementale du nord de la CGT pour avoir tracté en faveur de la paix en Palestine, par la chasse et enfin par l'envoi de la police contre les manifestants. Rappelons également que le Ministre de l'Intérieur a annoncé avoir lancé 11 procédures judiciaires de dissolution contre des organisations et personnes pour avoir affiché leur soutien à la résistance palestinienne dont le Hamas. L'impérialisme français, qui voit sa situation externe comme interne se compliquer, notamment sur le territoire national, tente de se sauver en augmentant la réaction et en piétinant les droits démocratiques élémentaires. Il sait que chaque situation peut conduire à une explosion du prolétariat et tente donc d'endiguer la marée avant qu'elle ne se lève, sans savoir qu'il la fortifie. Nous devons néanmoins dénoncer ces attaques contre les libertés fondamentales et contre la démocratie, et appelons tous les épris de justice et de démocratie à les dénon-

cer également et à se dresser contre.

Alors qu'Israël commet de nombreux crimes de guerre, ne respecte pas le droit international notamment au travers de l'utilisation d'armes chimiques, de blocus total de Gaza entraînant des coupures d'énergie dans les hôpitaux, de bombardements de zones résidentielles, de bombardements d'hôpitaux et de lieux de culte entraînant ainsi la mort de plus de 8 000 Palestiniens, ils voudraient nous faire croire que les terroristes sont les membres de la Résistance. Les terroristes depuis toujours sont bien

L'impérialisme français tente de se sauver en augmentant la réaction et en piétinant les droits démocratiques élémentaires

les impérialistes, les États-Unis à leur tête et en Palestine ce sont les sionistes, véritable appendice de l'impérialisme états-unien soutenu par toute la clique pourri des impérialistes.

Nous dénonçons fermement la répression acharnée dont est victime une porte-parole de la résistance nationale palestinienne, réduite au silence face à sa volonté de dénoncer les crimes et manquements au droit international commis par Israël à répétition depuis 75 ans.

Nous dénonçons le soutien aveugle et inconditionnel affiché par l'État impérialiste français

et la bourgeoisie dans sa grande majorité à une puissance criminelle et génocidaire.

Nous dénonçons les condamnations à l'encontre de la résistance unifiée sous la direction de la chambre commune des factions. Les USA, les impérialistes et tous ceux qui les suivent n'ont pas le droit de condamner ceux qui se lèvent contre eux.

Nous dénonçons la complicité de l'État français avec la politique génocidaire à l'œuvre à Gaza, État qui veut renvoyer en connaissance de cause des femmes et des enfants sous les bombes pour le seul crime d'avoir dénoncé le génocide barbare et fasciste de l'état d'Israël.

Nous saluons l'ensemble de la résistance nationale palestinienne, qui malgré les crimes et massacres de l'occupation poursuit leur juste lutte pour la libération de la Palestine.

Nous saluons les larges masses palestiniennes qui refusent d'abandonner leurs revendications légitimes et portent haut le drapeau de la lutte des peuples pour leur émancipation, ainsi que les masses arabes qui se lèvent contre leur gouvernement soumis au sionisme en soutien à leur frères et sœurs palestiniens.

Nous saluons tout particulièrement Mariam Abu Daqqa, qui continue de lutter, en France comme à Gaza, dans la tourmente et la répression avec le drapeau Palestinien qui flotte bien haut!

Nous saluons les masses françaises et à travers le monde qui se lèvent face à l'injustice en soutien à la glorieuse lutte palestinienne!

Action Anti Impérialiste France

Mariam Abu Daqqa expulsée en Égypte condamne l'État français

Au mois de novembre, Mariam Abu Daqqa a été détenue par la police puis finalement expulsée vers l'Égypte.

Son voyage de 50 jours en France devait être l'occasion de porter haut et fort la cause pro-palestinienne à travers une série de 15 conférences. Elle devait également s'adresser aux députés français à la chambre des députés, à l'invitation de la députée de la France Insoumise, Ersilia Soudais, lors de la projection du documentaire « Yallah Gaza » le 9 novembre.

Avant même l'intensification du conflit en

Palestine et la contre-offensive de la Résistance, Mariam Abu Daqqa a subi la répression du régime impérialiste français : elle a été interdite de parole lors de la conférence organisée par le Collectif 69 Palestine à l'Université de Lyon 2 le 5 octobre. Après l'annulation d'une conférence qui devait être donnée par l'avocat franco-palestinien et résident de Jérusalem Salah Hamouri en janvier dernier, ce n'est pas la première fois que des militants pro-palestiniens sont pris pour cible à Lyon par le maire « de gauche ». Malgré cela, le résistant a pu s'exprimer dans l'assistance.

Jointe par téléphone à l'aéroport de Paris Charles de Gaulle alors qu'elle attendait un vol pour Le Caire, Abu Daqqa a qualifié son expulsion d'« *attaque contre le droit de la Palestine à avoir un État, une identité, une existence* ». Elle a ajouté : « *Le processus que j'ai subi n'est pas digne d'un gouvernement démocratique.* » Ses avocates, Elsa Marcel et Marie David, ont déclaré qu'elles allaient lancer d'autres appels et même porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme. Même si l'État français tente de régler l'affaire, la lutte continue.

Actions de solidarité avec le peuple palestinien à travers le monde

Ces dernières semaines, de nombreuses actions et mobilisations pour la Palestine ont eu lieu. Les révolutionnaires et les communistes manifestent leur soutien au peuple palestinien et dénoncent le génocide commis par l'État d'Israël, qui sert les intérêts de l'impérialisme, principalement des États-Unis.



◀ BRÉSIL

Des milliers de manifestants se sont rassemblés à São Paulo au Brésil mi-novembre pour manifester leur solidarité avec la lutte du peuple palestinien, pour la cinquième fois depuis le 7 octobre.



◀ DANEMARK

Le 19 novembre, 20 à 30 000 personnes ont participé à une manifestation de solidarité avec le peuple palestinien à Copenhague, au Danemark (la ville compte 600 000 habitants). La manifestation a permis de dénoncer le génocide perpétré par Israël, ainsi que le soutien que lui apporte le gouvernement danois.



IRLANDE ▶

En Irlande, les révolutionnaires de l'Anti Imperialist Action ont mené de nombreuses actions au cours des dernières semaines : ici, une manifestation et un sit-in de protestation, à Dublin, pour demander l'expulsion de l'ambassadeur de l'État d'Israël; et des graffitis réalisés dans le comté de Wicklow.



NORVÈGE ▶

En Norvège, de nombreuses actions en faveur de la Palestine ont eu lieu ces dernières semaines. À Oslo (ici en photo), 9 000 personnes se sont rassemblées le 4 novembre devant le parlement norvégien pour protester contre le génocide.



▶ ALLEMAGNE

À Hambourg, en Allemagne, où la solidarité avec les Palestiniens est fortement réprimée, la plus grande manifestation de solidarité avec la lutte du peuple palestinien depuis le 7 octobre a eu lieu le 18 novembre avec environ 1 500 participants. Des militants de la Ligue Rouge ont participé à la manifestation avec une grande banderole portant le slogan « On a raison de se révolter » écrit en allemand et en arabe.



▶ FRANCE

En France, d'importantes manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes, appelant à mettre fin au génocide (ici à Paris), malgré une répression croissante. Les militants révolutionnaires ont en plus organisé de multiples actions de mobilisation (ici un collage à Lyon).

GRÈCE ▶

Plusieurs manifestations en octobre et novembre ont rassemblé des milliers de personnes à Athènes.



▶ TURQUIE

Une manifestation de solidarité avec la Palestine et la lutte du peuple kurde s'est tenue à Istanbul, en Turquie. Au bout de seulement 15 minutes, la police a attaqué la manifestation. Des slogans comme « Les impérialistes seront vaincus, les peuples résistants gagneront », « Le peuple palestinien n'est pas seul » ont été scandés. 20 personnes ont été arrêtées.



ROYAUME-UNI ▶

Le 11 novembre, près d'un million de manifestants ont marché dans Londres, la plus grande action jamais organisée dans le pays, qui tente de plus en plus de réprimer les manifestations. Le parti travailliste, qui défend Israël, a vu plusieurs locaux de ses élus attaqués, comme ici à Cardiff.



Comment les opprimés peuvent-ils se libérer ? Brève présentation de la Guerre Populaire

La guerre en Palestine remet encore une fois la question sur le devant de la scène : comment les opprimés peuvent-ils se libérer ? Ou plus spécifiquement dans ce cas, comment le peuple Palestinien peut-il obtenir sa libération nationale ?

La bourgeoisie, dans toutes ses factions et mouvements, répond toujours la même chose à cette question : en dernière analyse, les peuples ne peuvent pas se libérer. Toutes les solutions de la bourgeoisie mènent à cette fin. Pour la Palestine, par exemple, la stratégie des accords de paix (Oslo en 1993) a conduit à la naissance de l'incapable Autorité Palestinienne. Les bourgeois qui ont voulu s'appuyer sur le droit international, l'ONU, ou bien jouer telle puissance impérialiste (USA, Russie...) contre telle autre, ont montré que leurs solutions étaient impuissantes. En 2023, certains journalistes et démagogues ont beau parler de « deux États », les Palestiniens répudient leurs manigances. Les peuples, et le peuple palestinien en premier lieu, ont été trahis par ces dirigeants, et leur libération est pavée d'obstacles semés par les mêmes personnes qui prétendaient en être les défenseurs.

Alors, il reste aux opprimés la lutte armée, la guerre. C'est la voie historique en Palestine, avec les « Fedayin », les combattants francs-tireurs qui grossissent les rangs de la Résistance depuis 70 ans. Lénine, grand révolutionnaire russe, a écrit : « *Un marxiste ne peut considérer d'une façon générale comme anormale et démoralisante la guerre civile, ou bien la guerre de partisans qui est une de ses formes. Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer au point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmis-*



Fedayin à Beyrouth en 1979.

sible du point de vue du marxisme. » Dans le cas de la Palestine, cette guerre est une libération nationale, mais la base pour comprendre cette lutte est la même.

C'est la réponse des opprimés à l'oppression : la guerre déclarée aux impérialistes, aux occupants, aux collaborateurs. En ce sens, c'est une guerre révolutionnaire, une guerre juste, car elle lutte pour la libération des opprimés. De l'autre côté, les guerres menées par les impérialistes et leurs chiens, comme ce fut le cas ces 20 dernières années en Irak, Afghanistan, Libye etc, sont des guerres injustes, car elles visent à opprimer davantage et partager le monde entre les impérialistes.

1) Stratégie et Tactique de la guerre révolutionnaire

Nous parlerons ici de façon très générale, en prenant des exemples de Palestine. Le principe fondamental de toute guerre, c'est d'anéantir les forces de l'ennemi et de conserver les siennes. Pour mettre en pratique ce principe en relation aux objectifs politiques de la guerre (libérer le pays dans le cas de la Palestine), on applique la science de la stratégie. Elle vise à connaître les lois militaires pour orienter la guerre dans tous ses aspects. La tactique, quant à elle, vise à appliquer la stratégie sur le

terrain, dans les actions.

En Palestine, quelles peuvent-être cette stratégie et cette tactique ? Le Président Mao, s'appuyant sur l'expérience de la guerre révolutionnaire en Chine contre les Japonais, a déclaré : « *Vous autres, vous combattez à votre manière et nous, à la nôtre. Nous combattons quand nous pouvons vaincre et nous nous en allons quand nous ne le pouvons pas. Autrement dit, vous vous appuyez sur l'armement moderne et nous sur les masses populaires dotées d'une conscience révolutionnaire élevée. [...] Ce n'est qu'en nous appuyant sur les larges masses populaires, que nous pouvons réaliser cette stratégie et cette tactique, et c'est en les appliquant que nous pouvons mettre pleinement en évidence la supériorité de la guerre populaire et acculer l'ennemi à la position passive de devoir supporter nos coups même s'il possède un équipement supérieur et quel que soient les moyens qu'il emploie ; nous conservons toujours l'initiative.* »

N'est-ce pas similaire aujourd'hui en Palestine ? L'armée d'Israël est moderne, équipée, et pourtant, des milliers de combattants, des centaines de milliers de masses, ne cessent de lutter. Le Président Mao l'expliquait ainsi : « *Les pays veulent l'indépendance, les nations*

veulent la libération, les peuples veulent la révolution. »

Au niveau de la tactique, la tactique fondamentale est la guérilla, c'est la forme de guerre de base. La guérilla, c'est la « petite guerre », celle qui est menée par des groupes plus petits, plus irréguliers, plus faibles qu'une grande armée régulière. Le principe de la guérilla est synthétisé de la façon suivante : « *Quand l'ennemi avance, nous reculons; quand l'ennemi s'arrête, nous le harcelons; quand il se fatigue, nous l'attaquons; quand il se retire, nous le poursuivons* ».

La guérilla a été appliquée par de nombreux peuples opprimés. En Chine, mais aussi en Algérie ou au Vietnam, qui sont des exemples historiques très connus. Mais il ne faut pas oublier que dans toute l'Europe, cette tactique a été mise en place pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) de la France à la Pologne et jusqu'en URSS sous le nom de guerre de partisans.

En Palestine, la guérilla est appliquée jusqu'à aujourd'hui. Les villages et les ruelles des villes servent d'abris aux combattants en Cisjordanie. À Gaza, pendant l'invasion par les forces armées israéliennes, des petites sonos ont été utilisées pour diffuser des bruits suspects afin d'attirer l'armée israélienne pour l'embusquer dans une rue préparée à cet effet. La ville est aussi célèbre pour son fameux réseau de tunnels, desquels les combattants peuvent surgir, mais qui sont aussi utilisés pour se cacher.

La guerre de guérilla ne peut, à elle seule, faire vaincre un camp. La guerre doit être gagnée par l'utilisation de la guerre de mouvement, où des forces armées régulières plus grandes couvrent des zones, et enfin de la guerre de position, où des points précis sont attaqués ou défendus, comme une ville; c'est-à-dire des formes plus conventionnelles de guerre. Cependant, pour les peuples opprimés, la guérilla est fondamentale, car le peuple n'a pas dès le premier jour de la lutte une armée suffisam-

ment forte pour détruire l'ennemi. Il commence faible, mais peut, grâce à la guérilla, augmenter la résistance, l'ampleur de ses opérations, et aller jusqu'à développer des formes plus complexes de lutte.

2) La guerre populaire

Alors que manque-t-il en Palestine? Si la tactique de guérilla est ancrée dans la lutte du peuple, et si les masses participent à cette lutte, que faut-il pour remporter la victoire?

C'est que la guerre populaire n'est pas seulement une stratégie militaire : elle a un grand contenu politique. Le Parti Communiste du Pérou a expliqué que pour la mener, il fallait tenir compte de quatre problèmes : 1) l'idéologie du prolétariat; 2) le Parti Communiste; 3) les spécificités de la guerre populaire; 4) les bases d'appui.

La guerre populaire n'est pas seulement une stratégie militaire : elle a un grand contenu politique

En Palestine, chaque jour, le peuple verse son sang pour la libération. C'est un fait objectif : le peuple palestinien, pas seulement les combattants mais aussi les masses dans leurs centaines de milliers, des petits enfants jusqu'aux personnes âgées, risquent leurs vies face aux bombardements, aux expulsions, aux attaques de l'armée ou des colons.

Ce sacrifice héroïque inspire les peuples du monde entier. Les réactions à l'opération menée par Israël à Gaza sont des exemples : des millions de personnes se sont soulevés face à cette injustice et cette barbarie.

Mais le grand mouvement de libération nationale en Palestine ne peut progresser sans les quatre points mentionnés ci-dessus. Sans l'idéologie du prolétariat, sans l'organisation de combat du prolétariat, le Parti Communiste etc, la libération de la Palestine tombera dans les mêmes obstacles que les impérialistes et les traîtres de la bourgeoisie ont déchaîné contre elle depuis des décennies. Un texte arabe publié par le site Red Herald rapporte : « *Nous assistons à ce soulèvement spontané de nos masses arabes dans diverses arènes, soutenant la voie de la lutte armée et ce combat, qui est mené une fois de plus avec des armes, des forces, des fusils et des tactiques dont le grand absent reste toujours une direction prolétarienne : le véritable parti communiste.* »

La guerre populaire est réellement une guerre des masses : elle ne peut être menée et gagnée par une direction bourgeoise ou petite-bourgeoise. Elle est invincible car elle est la seule stratégie qui représente la classe montante de notre époque historique, le prolétariat, qui est la seule classe que le peuple peut appuyer envers et contre tout : contre les génocides, contre les massacres, contre toutes les bombes.

A l'heure actuelle, face à des tactiques similaires à l'armée israélienne, face aux drones, aux encercllements, aux bombardements, les guerres populaires se démarquent de toutes les autres insurrections. En Inde, cette année, les forêts du Bastar ont été bombardées par des avions et des hélicoptères pour attaquer les villageois. Mais ces dix dernières années, des hélicoptères militaires ont pu être détruits par les guérillas, ce qui montre la réponse du peuple face à ces attaques. Les révolutionnaires ne capitulent jamais face à un ennemi plus fort, ils s'enfoncent au contraire davantage au plus profond des masses, afin de ne faire qu'un avec elles et de mener la contre-offensive.

Nous pouvons donc répondre à notre question initiale. Comment les opprimés peuvent-ils se libérer? Le peuple Palestinien a pris la voie de la résistance, la voie de la guérilla. Il montre l'exemple à tous les autres peuples, à tous les opprimés qui doivent choisir la voie de leur libération. Pour triompher, comme tous les peuples dans le monde, son arme invincible sera la guerre populaire qui est la seule voie capable de montrer la toute-puissance des masses organisées et armées.



◀ En septembre, une vidéo capturée montre les guérillas en Inde s'entraînant contre des hélicoptères.

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 PANAMA

Fin octobre, une série de manifestations populaires massives a éclaté au Panama. Des luttes quotidiennes ont eu lieu dans les rues de ce pays d'Amérique centrale. Les mobilisations et les grèves ont été soutenues d'abord par les travailleurs de l'éducation et de la construction, puis par de nombreux autres secteurs tels que les ouvriers, les travailleurs des transports, les médecins, les activistes de toutes sortes, etc. Des affrontements avec la police ont eu lieu, des barricades ont été dressées et des manifestants ont tenté d'attaquer le siège du gouvernement. En cause : le renouvellement pour 40 ans de la concession de la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert d'Amérique centrale, attribuée à un monopole canadien par le gouvernement du Panama. Ces grands projets miniers, qu'on retrouve partout dans le monde (au Niger, en Indonésie...), constituent une part importante du pillage des pays semi-coloniaux et semi-féodaux par les impérialistes. Les luttes contre les mégaprojets impérialistes sont donc un aspect important de la lutte des masses contre l'impérialisme, en particulier en Amérique latine (comme au Mexique avec le Corridor inter-océanique). Cette mine, qui s'étend sur près de 17 000 hectares, exporte 300 000 tonnes de cuivre par an. Elle génère 4 % du PIB du pays et représente 80 % de la valeur des exportations totales du pays. La société holding est Minera Panamá S.A., dont le capital est constitué à 90 % par le monopole canadien First Quantum Minerals, qui possède d'autres des plus grandes mines de cuivre du monde. Les investissements dans cette mine ont commencé il y a des années et, dès le début, cette mine a fait l'objet de nombreuses enquêtes et plaintes, notamment en ce qui concerne les dommages causés à l'environnement, dont découlent des dommages aux personnes qui vivent autour de la mine, en particulier la paysannerie dont la vie dépend de la campagne et qui voit ses rivières et ses champs pollués.



► Lire « Mexique : cartels et autorités corrompues déclarent la guerre aux communautés paysannes », CDP n°68, mars 2023.

2 BANGLADESH

Au Bangladesh, l'industrie du textile est essentielle : le pays est le deuxième plus grand producteur de vêtements au monde, juste derrière la Chine. Plus de 3 500 usines sont dédiées à la production, et plus de 4 millions de personnes, majoritairement des femmes, sont employées du textile, pour un salaire minimum de 68 € par mois. Le textile pèse pour environ 85 % des 55 milliards de dollars d'exportations annuelles du pays, et l'industrie fournit de grandes marques comme H&M, Zara, Levi's... De grandes grèves et manifestations ont secoué le pays pendant le mois de novembre, les plus grandes depuis une décennie. Initialement impulsées par le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), le principal

parti bourgeois d'opposition au gouvernement dirigé par la Ligue Awami (AL), ces mobilisations des larges masses du pays dépassent clairement le cadre dans lesquelles les classes dirigeantes voulaient les confiner. Elles réclamaient un salaire décent et de meilleures conditions de travail. Les différentes journées de blocus déclarées par le BNP se sont systématiquement finies par des émeutes, avec de nombreux véhicules incendiés. Cette lutte a donné du fil à retordre à l'impérialisme, qui fonde sa production sur l'exploitation brutale du prolétariat bangladais. Les masses en lutte ont réussi à maintenir 500 usines fermées pendant des jours, certaines d'entre elles étant vraiment énormes (50 d'entre elles employant 15 000 prolétaires chacune), malgré la violente répression organisée par le gouvernement. Quatre prolétaires ont été assassinés et des dizaines blessés dans les affrontements avec la police, et l'État a dû déployer ses paramilitaires pour tenter d'empêcher l'extension de ce conflit à de nouvelles zones industrielles. Les différents impérialistes qui oppriment le peuple du Bangladesh ont réagi à ces mobilisations : l'ambassadeur américain a appelé le BNP et l'AL à résoudre le conflit actuel et à « dialoguer », défendant corps et âme la démocratie bourgeoise. Le Royaume-Uni a annoncé que le Commonwealth enverrait ses agents pour surveiller la mise en œuvre des élections, ce que l'impérialisme yankee et l'Union européenne ont également annoncé. Les impérialistes ont ainsi fait bloc face au mécontentement populaire croissant et à la lutte prolétarienne acharnée, mettant en avant la « nécessité de pacifier le pays », et que les factions des classes dirigeantes devaient résoudre leurs divergences pour résoudre la crise actuelle. La classe dirigeante, sous pression des impérialistes, n'a pas cédé malgré la grande et juste mobilisation du prolétariat bangladais, ce qui nous rappelle qu'il est important de particulièrement dénoncer et se mobiliser contre l'impérialisme de notre propre pays.





3 ÉCOSSE

Le 5 novembre, durant la « nuit de Guy Fawkes », une centaine de jeunes se sont rassemblés à Niddrie, dans la banlieue d'Édimbourg, et ont attaqué la police avec des bombes à essence, des feux d'artifice et d'autres projectiles, la forçant à battre en retraite dans un premier temps. Huit policiers ont été blessés. En outre, des briques ont été lancées sur une voiture de police dans la ville de Dundee. Au total, 15 attaques contre la police et d'autres institutions publiques ont été signalées au cours de la semaine précédant la « nuit de Guy Fawkes ». Cette « nuit » est une fête réactionnaire qui a lieu chaque année au Royaume-Uni et qui trouve son origine dans la découverte d'un complot visant à tuer le roi Jacques Ier en 1605, et qui donne lieu depuis à une célébration de l'église et du roi anglais. Mais les feux d'artifice, qui font partie des célébrations, sont aujourd'hui régulièrement utilisés par les jeunes prolétaires contre la police. Les médias bourgeois anglais ont qualifié les jeunes de « voyous » et ont affirmé qu'ils s'amusaient simplement avec de la « violence ». Cependant, comme la police l'a déclaré dans les médias, l'attaque était coordonnée et clairement ciblée contre la police. Cela montre que la lutte n'est pas seulement une volonté apolitique de « tout détruire ». Niddrie est l'une des régions les plus pauvres d'Écosse, parmi ses jeunes

se développe une puissante colère de classe contre l'État et sa police. En Allemagne, les « émeutes d'Halloween » sont une tradition un peu similaire des quartiers prolétaires de Hambourg, elles sont également présentées par les médias comme des émeutes apolitiques de jeunes immigrés « mal intégrés ».

4 BRÉSIL

Dans l'état du Pernambouc, au nord-est du Brésil, plus de 600 paysans se sont mobilisés début novembre pour exiger que la question de la propriété de leurs terres soit réglée. Ces mobilisations ont été organisées par plusieurs mouvements populaires, dont la Ligue des paysans pauvres (LCP). Tout d'abord, une marche a été organisée dans la municipalité de Jaqueira, puis une Grande Assemblée Publique a eu lieu, au cours de laquelle l'appropriation de moulins désaffectés par de grands propriétaires terriens a été dénoncée, et le retour de leurs biens a été exigé par les paysans. Cette grande mobilisation est le fruit du travail de « dizaines de réunions, d'assemblées, d'agitations, etc » qui ont formé un comité organisateur, comme le rapporte le journal brésilien *A Nova Democracia*. Le *Movimento Feminino Popular* (MFP) a rendu un hommage à la mémoire de Menino Jonatas, fils d'un leader paysan de la région tué par les hommes de main des grands propriétaires terriens. Les paysans ont ensuite exprimé toutes leurs revendications auprès du conseil municipal et des instituts liés à la réforme agraire. Leurs revendications sont la fin des ventes aux enchères et des baux frauduleux, la fin des ordres d'expulsion et que les crimes du grand propriétaire Guilherme Maranhão et de ses hommes de main soient enfin punis. Ils demandent aussi la légalisation de toutes les terres de l'usine désaffectée pour les paysans qui y avaient travaillé pendant des décennies, sans être compensés, et les familles qui vivent et travaillent sur ces terres depuis au moins deux siècles. Après plusieurs tentatives de noyer le poisson, les représentants de l'État ont promis au peuple la propriété de certaines terres. La Grande Assemblée Publique a rempli ses objectifs et transformé la contre-offensive des paysans en grand succès.

Palestine : la guerre en chiffres

Nous publions la traduction d'un article du site d'information Red Herald datant du 10 novembre. Nous avons actualisé les chiffres mentionnés dans l'article le 6 décembre.

La guerre qui a commencé le 7 octobre 2023 avec la contre-offensive de la résistance nationale palestinienne, appelée le déluge d'Al-Aqsa, s'accompagne d'une série de chiffres étonnants qui montrent à eux seuls l'ampleur de ce conflit.

Du côté palestinien, on dénombre au moins 15.523 morts (dont plus de 5 350 enfants, 192 membres du personnel paramédical et médical, 92 membres du personnel des Nations

unies), plus de 30 000 blessés (dont 70% de femmes et d'enfants) et 4 500 disparus dans la bande de Gaza. En Cisjordanie occupée, le bilan est de 190 morts (dont 65 enfants) et 2 465 blessés. Sur les quelque 3 000 combattants qui ont pris d'assaut Israël, environ 1 000 ont perdu la vie, tandis qu'environ 200 ont été capturés. Environ 1 800 000 Palestiniens ont été déplacés ces derniers temps. A cela s'ajoutent 85 morts et 29 000 déplacés au Liban, ainsi que 16 morts et 12 blessés en Syrie.

Du côté israélien, les pertes s'élèvent à 1 457 morts (dont 355 soldats, 59 policiers et 10 agents du Shin Bet – comme le rapporte Israël; les dirigeants du Hamas affirment au contraire qu'aucun civil israélien n'a été tué lors de l'action du 7 octobre), 7 264 blessés et 137 otages,

tandis que 28 sont portés disparus et qu'environ 200 000 personnes ont été évacuées. Israël a perdu temporairement au moins deux bases militaires et un poste de police, ainsi que de nombreux équipements militaires.

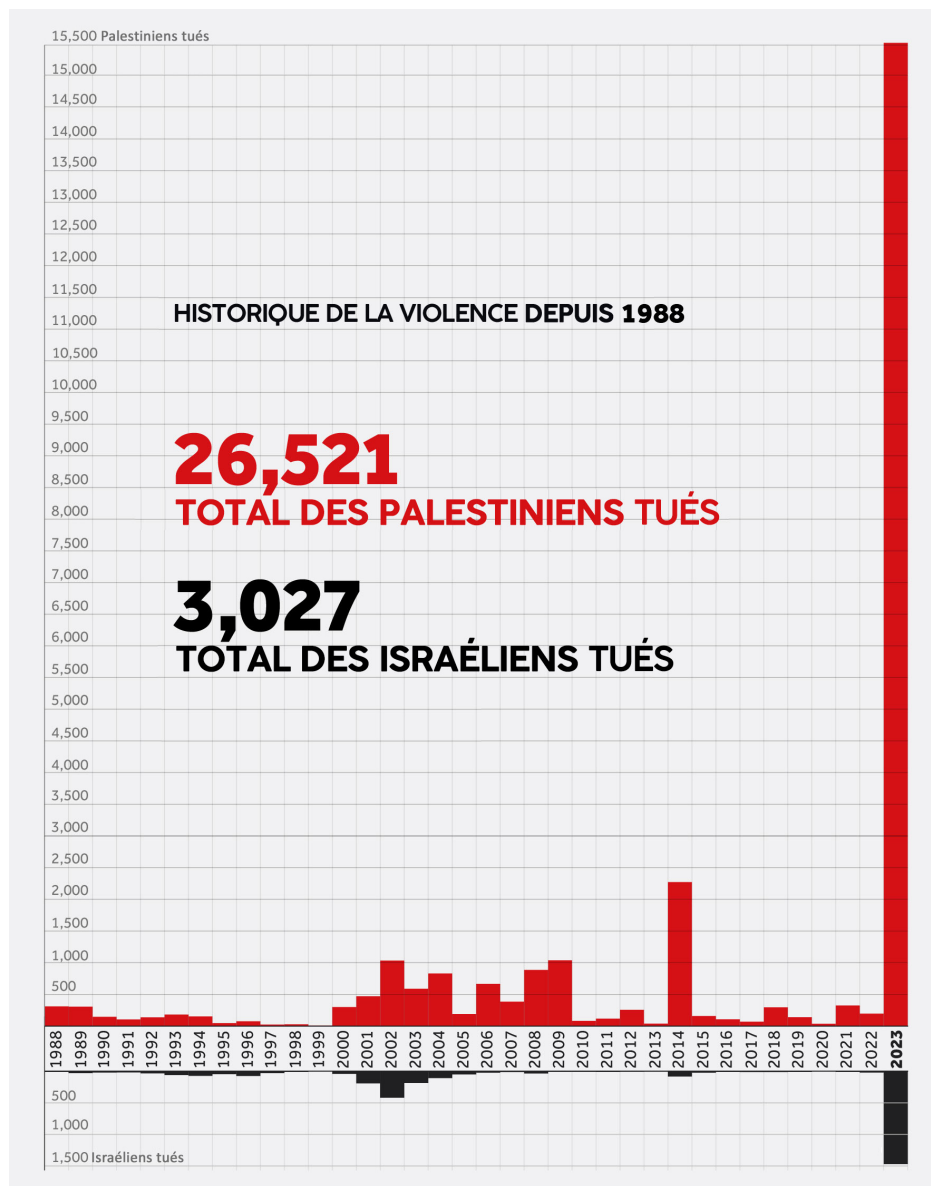
La guerre de Gaza de 2014 (appelée « Opération Bordure Protectrice » par Israël) qui a duré du 8 juillet au 26 août a fait 73 morts et plus de 500 blessés du côté des agresseurs. 2 310 Palestiniens ont été tués.

La guerre de Gaza en 2008-2009 (appelée « Opération Plomb Durci » par Israël) s'est déroulée du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009. Elle a fait 13 morts et 518 blessés du côté israélien, tandis que 1 417 Palestiniens ont été tués, 5 303 blessés et 120 enlevés.

La guerre du Liban de 2006 ou « guerre de juillet » s'est déroulée du 12 juillet au 14 août. Israël a perdu 121 soldats morts et 1 244 blessés dans son agression, tandis que du côté libanais, il y a eu jusqu'à 1 919 morts.

Ces trois conflits armés ont duré à peu près aussi longtemps que le conflit en cours. La seconde Intifada, du 28 septembre 2000 au 8 février 2005, a duré près de quatre ans et demi et a fait 1 010 morts du côté israélien, tandis que 3 354 Palestiniens ont été tués.

On estime à 1 250 le nombre d'Israéliens tués dans les conflits armés mentionnés au cours du premier quart du 21^{ème} siècle jusqu'au déluge d'Al-Aqsa, tandis que le nombre de victimes du côté de la résistance s'élève à quelque 10 000. La guerre actuelle a largement dépassé ces chiffres en seulement un mois de combat, alors qu'elle a duré des années d'agression et de résistance. Cela montre que les superlatifs habituellement utilisés pour la décrire sont quelque peu raisonnables. Si l'on s'en tient aux chiffres, son intensité pourrait être comparée à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, une guerre entre les deux plus grandes armées d'Europe, qui fait entre 10 et 15 000 victimes par mois.



Source : www.visualizingpalestine.org. Traduit et actualisé par La Cause du Peuple.

La résistance armée anti-impérialiste est nécessaire dans le monde entier

Nous relayons ici des extraits traduits d'un éditorial du journal *Ang Bayan*, publication du Parti Communiste des Philippines (CPP), du 7 novembre 2023. Le CPP est à bas à la tête d'une Guerre populaire, c'est à dire d'un soulèvement armé mené par la Nouvelle armée populaire (NPA), pour renverser le régime fasciste soutenu par les États-Unis.

Afin de maintenir et d'étendre ses intérêts économiques et politiques au Moyen-Orient, l'impérialisme américain apporte aujourd'hui son soutien à Israël pour étouffer la lutte du peuple palestinien pour la libération nationale. Pensant à tort pouvoir mettre un terme à la détermination du peuple palestinien à se battre, les États-Unis ont soutenu les sionistes dans le bombardement de Gaza, tuant plus de 10 000 Palestiniens, dont plus de 4 100 enfants. Les mains de l'impérialisme américain et du gouvernement sioniste d'Israël sont trempées dans le sang du peuple palestinien. [...] L'objectif particulier de l'impérialisme américain est de maintenir son pouvoir au Moyen-Orient par l'intermédiaire du gouvernement israélien, afin de protéger ses intérêts dans les ressources pétrolières de la région.

Bien qu'il se batte contre des monstres jumeaux colossaux - les États-Unis et Israël - le peuple palestinien fait preuve d'une volonté de fer, de courage et d'une volonté de sacrifice pour mettre fin à son oppression et lutter pour son droit à l'autodétermination nationale. Il doit porter les armes pour lutter contre la répression armée dont il fait l'objet. Sans résistance armée, il restera à jamais prisonnier sur sa propre terre. La lutte du peuple palestinien est liée à la lutte de la classe ouvrière et des peuples du monde entier contre le système d'exploitation et d'oppression dirigé par l'impérialisme. Comme le peuple palestinien, toutes les classes et tous les peuples opprimés doivent mener une lutte armée, avec leurs mouvements de masse, pour combattre l'État dominant qui utilise la violence armée pour perpétuer le système d'exploitation et d'oppression. [...] La persévérance du peuple



palestinien à emprunter la voie de la résistance armée prouve une fois de plus que les peuples et les classes qui subissent les pires formes d'oppression et d'exploitation sont les plus déterminés à mener des luttes de libération. Comme les Palestiniens, les classes et les peuples opprimés et exploités des Philippines,

La lutte du peuple palestinien est liée à la lutte de la classe ouvrière et des peuples du monde entier contre le système d'exploitation et d'oppression dirigé par l'impérialisme

de l'Inde, de la Turquie, du Myanmar, du Kurdistan et d'autres pays arriérés ou semi-coloniaux et semi-féodaux sont déterminés à se battre. Dans ces pays, la majorité des gens souffrent des pires niveaux de faim et de pauvreté. Ils savent qu'en dehors de la voie de la résistance armée, il n'y a pas d'autre voie pour changer leur destin. Comme en Palestine, les flammes de la lutte armée, la forme la plus élevée de résistance requise pour écraser l'État réactionnaire armé et mettre fin à son régime fasciste

et terroriste, ne s'éteindront pas. [...]

En soutien au peuple palestinien qui est maintenant engagé dans une confrontation armée avec l'État terroriste sioniste d'Israël, les révolutionnaires armés du monde entier doivent lancer des offensives tactiques pour frapper l'impérialisme et tous ceux qui soutiennent le génocide à Gaza. [...] La révolution armée est le moyen le plus efficace de prévenir et d'étouffer les guerres inter-impérialistes attisées par les États-Unis dans diverses parties du monde, en tirant sur de petits pays et en causant de grands dommages et de grandes souffrances à des centaines de millions de personnes. En menant une lutte armée aux Philippines qui maintient les troupes fantoches américaines engagées, le mouvement révolutionnaire empêche le déclenchement d'une guerre inter-impérialiste; et si cela ne peut être empêché, il profitera certainement d'une telle guerre pour faire avancer la révolution armée. Sous la direction du Parti, la classe ouvrière et les masses du peuple philippin sont pleinement déterminées à faire avancer la révolution armée. Les forces révolutionnaires sont déterminées à renforcer davantage la NPA et à faire progresser la guerre populaire pour mettre fin à l'oppression impérialiste, s'emparer du pouvoir politique et mettre en place le nouveau gouvernement démocratique qui représentera le peuple et conduira le pays vers un avenir libre et radieux.



Sur l'attitude du Mouvement national kurde à l'égard de la Palestine

Nous publions ici une traduction (non-officielle) d'un article du journal démocratique turc Yeni Demokrasi (Nouvelle démocratie), du 8 novembre 2023. Les notes de bas de pages sont ajoutées par la rédaction du journal pour une meilleure compréhension du contexte d'écriture visant la situation en Turquie et au Kurdistan.

Le déluge d'Al-Aqsa et ses conséquences présentent des caractéristiques importantes tant dans la résistance palestinienne que dans l'histoire des luttes de libération nationale. L'ampleur de cette action, qui comprenait des attaques contre des colonies sionistes et des postes de police israéliens en traversant la frontière de la bande de Gaza, a provoqué un fort alignement politique. Alors que nous avons observé le soutien de la gauche réformatrice à la Palestine, nous nous souvenons de son indifférence et même de son silence à l'égard de l'agression turque contre le Rojava comme d'une remarquable hypocrisie.

Le Hamas, qui constitue la principale force de l'opération, a généralement suscité une attitude ambivalente de ce côté, et nous avons également vu ceux qui n'ont pas pris position par moments. Le Mouvement national kurde a également pris place à cette table. Dans les

discussions, la position politique de la lutte nationale kurde, qui a subi le même sort que la Palestine, a été opprimée et ignorée par quatre États différents¹, était plus importante que le côté réformatrice. Les déclarations et les évaluations faites depuis le premier jour de la guerre témoignent des résultats des failles du paradigme du Mouvement national kurde. On a ainsi été témoins de déclarations parfois

Dans le cas de la Palestine, appeler au désarmement et à la paix signifie désarmer les opprimés

contradictoires qui mettaient en avant des évaluations des forces de résistance individuelles plutôt que la légitimité de la résistance et de la cause nationale.

L'attitude du KCK « égalise » la Palestine et Israël

Le facteur décisif dans l'attitude du Mouvement national kurde à l'égard de la résistance est sans aucun doute les déclarations faites

par le KCK². Le coprésident du KCK, dans sa déclaration du 13 octobre, a déclaré : « *Au 7 octobre 2023, des milliers de personnes, israéliennes et palestiniennes, ont perdu la vie dans les attaques menées par le Hamas et les attaques subséquentes lancées par l'État d'Israël contre les Palestiniens, en particulier dans la bande de Gaza.* » Il évalue la guerre comme un massacre mutuel en disant : « *Les attaques mutuelles ont abouti à un massacre complet.* »

Il ne fait aucun doute que cette évaluation et l'identification de la résistance au Hamas sont problématiques. Tout d'abord, cette attitude consiste à mettre sur un pied d'égalité l'opresseur et l'opprimé, ce qui est une position très problématique. Depuis 75 ans, l'Israël sioniste, avec le soutien ouvert de l'impérialisme, occupe les terres palestiniennes et légitime l'oppression et les massacres dans ces terres, qu'il a divisées en deux : la bande de Gaza et la Cisjordanie. Il a transformé Gaza en la plus grande prison à ciel ouvert du monde et a déplacé les gens de leurs terres par le blocus et la faim. Lorsque l'auteur de tous ces actes, la nation oppresseur, l'État d'Israël, et les forces de résistance palestiniennes sont évalués de la même manière et que les actions des deux parties sont qualifiées de « *massacre* », la lé-

1. Le Kurdistan est une nation dont le territoire est réparti aujourd'hui entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Tous ces gouvernements répriment le Mouvement national kurde.

2. *Koma Civakên Kurdistanê*, soit l'Union des communautés du Kurdistan, qui rassemble plusieurs organisations kurdes au niveau international : le PKK de Turquie, le PJAK d'Irak, le PYD de Syrie et le PÇDK d'Irak.

gitérité de la lutte de la nation opprimée est détruite. Cela signifie également qu'il faut remettre en question la légitimité de la lutte nationale kurde contre les classes dirigeantes arabes, iraniennes et turques. Tout comme les Kurdes de Turquie mènent une lutte légitime pour leurs droits nationaux contre une armée régulière dans des conditions inégales contre la tyrannie de la République turque, la situation en Palestine n'est pas différente. Plus important encore, le fait qu'Israël soit un État oppresseur nous montre que l'attitude du KCK consistant à mettre les parties sur un pied d'égalité est erronée. Deuxièmement, identifier l'ensemble de la résistance au seul Hamas et qualifier ses méthodes de « mauvaises » revient à ignorer l'action conjointe des forces de résistance palestiniennes dans la guerre inégale en cours. Bien que le poids spécifique du Hamas dans l'opération et sa nature spécifiquement politique soient ouverts à la discussion, juger la résistance légitime des peuples opprimés du monde dans une guerre inégale comme de « mauvaises méthodes » et voir la résistance comme étant uniquement celle du Hamas revient à utiliser des expressions du discours hégémonique de l'impérialisme et des médias fantoches. C'est une forme d'utilisation qui devrait être évitée par les organisations qui mènent une lutte nationale et qui tirent leur pouvoir et leur légitimité de la nation opprimée. Ce qui se passe n'est pas une guerre entre le Hamas et Israël, mais une guerre entre la résistance nationale palestinienne et le sionisme israélien.

Les Kurdes et les Palestiniens sont des nations dont le droit à établir un État a été usurpé par les impérialistes et leurs hommes de main locaux, et dont les expériences de lutte se recoupent dans certaines parties de l'histoire dans ce contexte. Dans la lutte pour la libération de ces nations, il y a eu des points communs, parfois au niveau de l'organisation et parfois au niveau de l'expérience. Tout comme les luttes nationales kurdes ont été influencées par des leaderships et des compréhensions de différentes perspectives dans les quatre parties, la lutte des Palestiniens s'est développée contre le sionisme israélien avec des organisations ayant des points de vue différents. L'accent mis par le KCK sur le Hamas dans sa déclaration et sa position ambivalente et indéfinie sont sans aucun doute dus à l'aspect « islamique » de cette organisation. Lorsque la lutte nationale du Hamas est mise de côté et que seul son aspect religieux est souligné, le Mouvement national kurde tombe dans l'erreur des chauvins nationaux qui ont opprimé

le mouvement national kurde, spécifique à la rébellion de Sheikh Said³.

Ibrahim Kaypakkaya⁴ a abordé cette révolte légitime, qui a été ignorée en raison de son aspect religieux et de l'allégation de « collaboration avec les Britanniques », sans faire aucune concession au chauvinisme, en soulignant le caractère national du soulèvement et en insistant sur le fait qu'il avait un contenu démocratique national en toutes circonstances. Le discours du camarade Ibrahim Kaypakkaya sur la nature du mouvement national dans sa brochure *La question nationale en Turquie* offre une perspective claire sur ce point. Le fait que le mouvement kurde considère la lutte nationale palestinienne comme une structure islamiste étroite et monolithique et qu'il s'en distancie crée une contradiction dans sa propre structure. Comme dans le mouvement national kurde, nous rencontrons également la représentation de différentes classes et segments sociaux dans la lutte nationale palestinienne, à la fois verticalement et horizontalement. Ceci est valable pour tout mouvement national. Cela peut aussi être la force déterminante d'une résistance, comme le Hamas à Gaza. Cela ne constitue pas un obstacle à la solidarité avec cette lutte. Alors que le KCK devrait avoir des agendas urgents et un soutien actif en tant que partie dynamique de la lutte nationale kurde, son comportement ambivalent a empêché le peuple de faire preuve d'une forte solidarité.

Un appel à la « paix » désarme la nation opprimée!

Dans le cas spécifique de la Palestine, appeler au désarmement et à la paix pour la nation opprimée, dans des conditions où Israël opprime constamment et se maintient par la guerre, signifie fondamentalement désarmer les opprimés. L'appel à la paix du KCK et son approche des « deux côtés » sont problématiques, principalement parce qu'ils signifient le désarmement des Palestiniens. Tout comme l'appel à la « paix » des forces libérales et réformistes, qui considèrent les actions de la lutte nationale kurde sur des bases légitimes comme du « terrorisme », est dénué de sens et vise à désarmer les opprimés, le fait de dire « vous devez

3. Révolte kurde (1925) d'opposition à la proclamation de la République de Turquie par le nationaliste Mustafa Kemal Atatürk, promouvant à l'époque la restauration du Califat et du sultanat. Le mouvement républicain kémaliste réprime dans le sang les droits des peuples et nations minoritaires, spoliant notamment les terres kurdes et arméniennes, interdisant l'instruction et les langues de ces peuples.

4. Ibrahim Kaypakkaya fonde le Parti communiste de Turquie / Marxiste-Léniniste (TKP/ML) et l'Armée de libération des ouvriers et des paysans de Turquie (TIKKO) en 1972. Il initie et dirige la Guerre populaire dans le Kurdistan turc, avant d'être arrêté, torturé et assassiné par le régime turc en 1973.

faire la paix » à la lutte nationale palestinienne, sur la base de la résistance du déluge d'Al-Aqsa, sert un objectif similaire. C'est un discours auquel la lutte nationale kurde doit s'opposer en premier lieu. Alors que l'étape atteinte par la résistance palestinienne, ses gains et ses succès militaires signifient de nouvelles possibilités, l'accent mis sur la « paix » devrait être remplacé par la poursuite de la lutte légitime. Le plus haut niveau de solidarité, qui inclut cette compréhension, fait partie des devoirs fondamentaux des nations opprimées. La contribution de la résistance vietnamienne à la Palestine et la contribution de la Palestine à la lutte au Kurdistan en quatre parties est l'essence de cette solidarité.

Le point le plus important qui ressort de la déclaration du KCK est le « confédéralisme démocratique⁵ » proposé comme troisième voie. Cette conception, qui donne de la couleur à l'ensemble de la déclaration du KCK, est une méthode qui est loin de la réalité et ne contient pas de solution révolutionnaire aux questions nationales, puisqu'elle exclut le droit de se séparer librement, qui inclut fondamentalement le droit d'établir un État indépendant. Cette compréhension, qui inclut une proposition politique encore plus rétrograde que la « solution à deux États » que veulent les impérialistes dans le cas spécifique de la Palestine, fait partie de l'approche du Mouvement national kurde concernant les questions nationales au Rojava et au Kurdistan turc. Cette position politique ne contient pas de solution et est également à l'origine de l'attitude équilibrée du KCK au Moyen-Orient. C'est aussi la raison pour laquelle le KCK ne manifeste pas plus de solidarité avec la Palestine. Les dirigeants de la lutte nationale kurde ont établi un lien très faible avec la cause palestinienne, en raison de leurs liens avec les impérialistes et de la position adoptée par les forces réactionnaires dans la région. À cet égard, les déclarations du KCK, qui a le contenu le plus démocratique parmi ces forces, en réduisant la résistance palestinienne au Hamas, en mettant sur un pied d'égalité l'opresseur et l'opprimé, et en appelant à une paix non résolue, sont la source de nos critiques.

5. Nom de la doctrine politique d'Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui vise à « dépasser » le socialisme marxiste par un système d'assemblées et de représentation des groupes ethniques, religieux et de genre, sans remise en cause de la structure de classe de la société et sans associer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au droit à s'auto-gouverner en tant que tel. Le Mouvement national kurde, suivant cette théorie a renoncé à sa revendication d'indépendance, les classes dirigeantes kurdes jouant ainsi à un jeu d'alliances et de contre-poids circonstanciel avec les intérêts des puissances leur accordant le plus d'autonomie, sans être en capacité de conquérir leur indépendance.

Vive la lutte armée invincible de la résistance nationale du peuple palestinien !

En tant que journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire, nous partageons la déclaration suivante à laquelle nous nous associons. Nous appelons nos lectrices et lecteurs à participer aux actions de soutien au peuple palestinien, rappelant que l'impérialisme français est l'un des plus complices de l'État fasciste d'Israël.

Nous, communistes marxistes-léninistes-maoïstes unis au sein de la Ligue communiste internationale - LCI, manifestons notre plein et entier soutien aux actions héroïques menées contre l'État sioniste d'Israël par la Résistance nationale palestinienne. Nous condamnons toutes les actions de l'État sioniste d'Israël avec une profonde haine de classe et nous jurons que le sang versé du peuple palestinien ne restera pas impuni. Le pouvoir est au bout du fusil!

Dans sa profonde crise générale de décomposition, l'impérialisme accroît son oppression et son exploitation des nations, des peuples et des masses opprimées du monde. L'impérialisme est un colosse aux pieds d'argile qui doit être balayé de la surface de la terre par la révolution prolétarienne mondiale et doit être jeté aux oubliettes de l'histoire. L'impérialisme et tous les réactionnaires sont des tigres de papier!

La lutte armée invincible de la Résistance nationale palestinienne est une lance acérée plantée dans la bête impérialiste qui, par son exemple, inspire et appelle le prolétariat et les peuples opprimés du monde à combattre et à résister. Ni la férocité ni la terreur de l'État d'Israël ne pourront arrêter sa résistance héroïque, mais augmenteront plutôt de plus en plus la colère des peuples du monde, qui se lèveront pour les combattre jusqu'à les enterrer dans la mer. Osez lutter, osez vaincre!

La Ligue Communiste Internationale, avec ur-

gence et force, appelle tous les partis et organisations communistes, les organisations démocratiques et révolutionnaires, à lancer une grande campagne de soutien et de solidarité à la lutte armée de résistance nationale du peuple palestinien, en mobilisant largement les masses dans sa défense et mener des actions énergiques contre les représentations diplomatiques, commerciales et autres de l'État d'Israël et de l'impérialisme yankee.

On a raison de se révolter!

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimé, unissez-vous et combattez l'impérialisme et tous ses laquais!

Mort à l'envahisseur! Vive la lutte armée de résistance nationale du peuple palestinien!

À bas la guerre impérialiste! Vive les luttes de libération nationale!

Ligue Communiste Internationale - LCI,
8 octobre 2023



Note de la rédaction

La Ligue Communiste Internationale est une organisation fondée en décembre 2022, réunissant quinze partis et organisations communistes de différents continents, dont le Parti communiste du Pérou (PCP) et le Parti communiste de Turquie (TKP/ML), à la tête de guerres populaires. La LCI est une contribution à l'unité du Mouvement Communiste International, dispersé depuis plusieurs décennies. Comité de rédaction de la Cause du Peuple.

◀ Une manifestation à Stockholm en soutien à la Palestine. Sur la banderole on peut lire « Vive la résistance armée du peuple palestinien ! ».



A Limoges, la manifestation pour le 25 novembre s'est ensuite jointe à la manifestation pour la Palestine.

Retour sur les manifestations du 25 novembre

Tous les ans au 25 novembre ont lieu des manifestations contre les violences sexistes et sexuelles dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, décrétée par l'ONU en 1999. En France cette journée est très suivie et de nombreux cortèges sont organisés dans toutes les grandes villes du pays, le plus souvent à l'initiative d'organisations féministes, et le sujet principal y est la lutte contre les féminicides. Cette année cependant dans le contexte du génocide palestinien, un des sujets secondaires des manifestations à été la violence envers les femmes palestiniennes, avec la présence massive de cortèges de soutien à la Palestine dans les grandes villes.

Depuis la mi-octobre, tous les samedis, les manifestations en soutien à la Palestine demandent un cessez-le-feu à Gaza, une demande partagée par les organisations de la résistance palestinienne. Et ce samedi n'a pas

été exception mais a permis de porter une attention particulière à la violence subie par les femmes palestiniennes en général et les femmes gazaouis en particulier frappées par la colonisation israélienne. Des prises de paroles d'organisations à l'initiative des manifestations ont aussi fait état de la situation terrible dont sont victimes les Palestiniennes, des pénuries

Des prises de paroles d'organisations à l'initiative des manifestations ont aussi fait état de la situation terrible dont sont victimes les Palestiniennes

de produits d'hygiène aux violences sexistes et sexuelles commises par l'armée israélienne. Ces prises de paroles et les cortèges présents dans les manifestations ont été de manière générale bien accueillis par les participants aux manifestations, montrant l'unité des masses autour de la question de la libération nationale palestinienne et des enjeux que porte cette question pour les femmes palestiniennes en

particulier. Ce soutien des masses participant aux manifestations montre une compréhension de la manière dont la lutte féministe est intimement liée à la lutte anti-impérialiste et comment la lutte de libération nationale palestinienne est essentielle pour la libération des femmes palestiniennes, qui subissent l'oppression coloniale d'autant plus forte qu'elles sont soumises à l'oppression patriarcale.

Il est cependant à noter qu'en opposition à cette ligne anti-impérialiste juste, des cortèges d'organisations pro-israéliennes ont aussi pris part à cette manifestation, tentant d'opposer à la juste ligne anti-impérialiste une ligne réactionnaire, condamnant le plus fermement possible la lutte de libération nationale palestinienne. Cette condamnation s'inscrit dans la ligne de la propagande israélienne tentant de faire passer l'état sioniste pour la paragon de la défense des femmes dans la région, en lui opposant une résistance palestinienne rétrograde souhaitant asservir les femmes. Cette ligne a bien pour but de maintenir le statu quo de l'impérialisme et justifier la colonisation israélienne par l'argument du « *mais c'est pire en face* ». Non ce n'est pas pire en face et les femmes palestiniennes ne pourront pas être libres tant que la Palestine dans son ensemble ne le sera pas.



Une perspective marxiste pour la libération des femmes

Nous publions une traduction d'un article paru dans le journal démocratique de Turquie, *Yeni Demokrasi*.

Organiser la lutte des femmes uniquement contre la domination masculine dans le système actuel et réduire la libération à l'oppression de genre ne permet pas une émancipation féminine complète. En fait, il faut reconnaître que cette approche nourrit de nombreux malentendus. Cette approche en vient à considérer que les domaines dans lesquels les femmes sont désavantagées en raison de leur identité de genre sont circonscrits à l'intérieur d'une frontière. Dans cette perspective se trouve la volonté de rendre le système existant adapté aux femmes sous les rubriques des femmes dans la famille, des femmes dans le mécanisme de l'État et des femmes dans la société. Dans ce contexte, les strates de classe et les contradictions entre les sexes dans le système capitaliste impérialiste sont ignorées et la lutte pour l'égalité des femmes avec les hommes, les renvoyant dos à dos, est menée. Cependant, il s'avère constamment que l'égalité des sexes n'est pas possible dans le système existant.

Les effets du mouvement féministe bourgeois

Avec la transition vers le capitalisme, nous constatons que les positions des femmes et

des hommes dans l'économie domestique ont commencé à changer et que la place des femmes dans la production sociale a commencé à s'étendre. Dans notre pays (Ndlr : il s'agit de la Turquie), cependant, la place des femmes dans l'économie domestique reste complexe en raison de la structure sociale semi-féodale. L'influence encore forte des valeurs féodales

L'accent a été mis sur l'oppression sexuelle en tant que caractéristique la plus inclusive des femmes

continue de confiner des masses de femmes en dehors de la sphère sociale, concrètement à la maison. L'économie domestique nous fournit des données sur la position subordonnée des femmes dans la société et la production. Nous pouvons y voir très clairement le reflet des relations de production. Nous attirons l'attention sur les femmes dans l'économie domestique parce que le moment où les femmes commencent à participer à la production sociale

est le même que celui où elles commencent à quitter le foyer. En d'autres termes, le mode de production capitaliste est une avancée positive vers l'émancipation des femmes. Mais cela ne doit pas conduire à l'idée qu'il existe une égalité entre les hommes et les femmes en termes de participation à la production. Nous avons vu des reflets de cette idée dans le mouvement mondial des femmes : avec le développement du capitalisme, des politiques basées uniquement sur l'identité ont commencé à être élaborées et les contradictions de classe ont été occultées. En fait, cela a conduit à un manque de compréhension de la relation exploiteur/exploité entre les hommes et les femmes. Les distinctions entre les femmes bourgeoises, les femmes prolétaires et les femmes d'autres classes opprimées ont été renversées et les revendications ont été unifiées. Dans ces points communs, l'oppression des femmes dans la classe à laquelle elles appartiennent a été transformée en argument, et l'accent mis sur l'oppression sexuelle en tant que caractéristique la plus inclusive des femmes a été mis en avant. Des questions telles que le travail rémunéré et non rémunéré, la prise en charge des membres de la famille et la socialisation des tâches ménagères ont été mises de côté, comme si ces problèmes avaient été résolus. Ces problèmes, qui coïncident avec l'oppression de classe sous le capitalisme, n'ont pas été résolus. Quelle est donc la source

◀ Manifestation à Istanbul à l'occasion du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Des centaines de femmes de Turquie ont scandé des slogans comme « *Les femmes descendent dans les rues pour la libération* », « *Vive notre lutte organisée* », « *Liberté pour la Palestine* », « *Venez père, venez mari, venez État, venez faire face* ».

de ce changement dans les mouvements de femmes? Le néolibéralisme. Le discours selon lequel certaines questions sont au-dessus des idéologies, qui a suivi le cri de la fin des idéologies, a également ciblé la question de la libération des femmes. Nous ne séparons pas cela du retour au socialisme, des défaites du mouvement socialiste, du déclin des luttes de libération sociale, parce que ce problème, qui est une question de révolution, devait avoir sa part de ces revers. L'« augmentation » de la mobilisation de masse tout en étant soumise à une régression idéologico-politique semble absurde, mais elle est compréhensible. Ici, deux idées anti-marxistes se rejoignent : l'attitude du mouvement bourgeois des femmes est presque identique à la nouvelle conception que les dirigeants ont préparée pour les femmes, la moitié de la société. Les dirigeants trompent les femmes qu'ils ne veulent pas compter parmi leurs « fossoyeurs » en créant un système qui leur convient. Et la démocratie bourgeoise en est l'exemple le plus rare!

Bien que le mouvement des femmes soit en déclin depuis un certain temps, il est parvenu à une sérieuse mobilisation de masse. La mobilisation de masse des actions des femmes n'est pas une mauvaise chose. Il est seulement important que les masses soient conscientes de ce contre quoi elles agissent ou de ce à quoi elles s'opposent. La politisation existe, bien qu'il s'agisse d'une tendance au début de ce processus, et un mouvement politique des femmes est inévitable avec un travail systématique; mais tant que les masses de femmes qui ne sont pas devenues un « mouvement » sont préoccupées par l'agenda de la « mousse », il s'éteindra comme son agenda. Le silence qui a suivi les manifestations pour le droit à l'avortement aux États-Unis et en Pologne en est la preuve. Là encore, l'individualisation et la réduction de la libération des femmes à l'individu est l'un des phénomènes les plus courants. Une « conscience » est créée autour des expériences d'une seule femme – généralement une femme connue et célèbre. Les intérêts de cette femme sont alors discutés, la lutte pour la libération des femmes est exploitée et attribuée à une personne ou à un groupe de personnes. Cela indique qu'il s'agit davantage des contradictions dans le monde de la femme individuelle que de la contradiction apparente entre les sexes dans la société et dans les masses de femmes en particulier. Oui, les femmes sont également opprimées au sein de leur propre classe. Mais ici, il est incompréhensible

de ne pas voir ce fait : les femmes bourgeoises, qu'elles soient patronnes, artistes ou personnalités publiques, expriment consciemment l'inégalité entre les sexes afin de gagner la sympathie et le soutien des masses populaires et en particulier des masses de femmes. Elles disent qu'elles sont soumises à l'inégalité des chances parce qu'elles sont des femmes. Si elles ont un problème avec la domination masculine du système, c'est parce qu'elles ne peuvent pas obtenir la position qu'elles souhaitent dans l'exploitation de classe! Si un

L'essence du mouvement bourgeois des femmes est l'antimarxisme : lorsqu'il aborde la question de l'émancipation des femmes, il ne vise pas l'abolition de la propriété privée et ses pratiques ne servent pas cet objectif

mouvement de femmes bourgeoises les soutient, la conscience des masses continuera à se brouiller. La plupart du temps, c'est le mouvement bourgeois des femmes lui-même qui met cette question à l'ordre du jour des masses! Nous en avons fait l'expérience avec Meral Akşener, mais le problème dont nous parlons n'est pas seulement un problème en Turquie. En fait, il s'agit du reflet en Turquie du mouvement bourgeois des femmes qui continue à se développer aux États-Unis et en Occident. Ces approches, qui détournent les masses de femmes de leur programme principal, continuent à créer plus d'espace pour elles-mêmes sous l'influence du néolibéralisme. Il est évident que les espaces dont nous parlons appartiennent au système et sont éloi-

gnés de l'attitude de classe. En d'autres termes, peu importe à quel point le slogan « *pas de féminisme qui divise la classe* » est propagé, l'expression « *féminisme qui unit les classes* » serait plus juste.

L'importance d'une perspective marxiste

L'essence du mouvement bourgeois des femmes est l'antimarxisme. Par conséquent, lorsqu'il aborde la question de l'émancipation des femmes, il ne vise pas l'abolition de la propriété privée et ses pratiques ne servent pas cet objectif. L'antimarxisme l'empêche d'analyser et de comprendre la contradiction. Sans examiner toutes les facettes d'une contradiction, aucune conclusion correcte ne peut être tirée au sujet de cette contradiction.

Le problème de la libération des femmes dans les pays capitalistes et les pays semi-coloniaux, semi-féodaux n'est pas le même. Bien qu'il soit essentiellement basé sur la propriété privée, il présente des aspects spécifiques. Par exemple, le problème de la libération des femmes aux États-Unis et en Turquie ne peut être résolu de la même manière et par la même méthode parce que la contradiction n'a pas la même forme. En Turquie semi-coloniale et semi-féodale, pour abolir la propriété privée, il faut d'abord se débarrasser de la domination impérialiste et des restes du féodalisme. Car l'un des aspects spécifiques du problème de la libération des femmes en Turquie est le féodalisme. Cet aspect spécifique changera également après la révolution, comme l'a dit Mao : « *Les processus changent, les anciens processus et les anciennes contradictions disparaissent, de nouveaux processus et de nouvelles contradictions apparaissent, et les méthodes d'analyse des contradictions changent en conséquence.* »

En ce qui concerne l'émancipation des femmes, il est tout aussi subjectif et dogmatique de prétendre que l'émancipation des femmes dans les pays à différents stades de la révolution aura les mêmes caractéristiques que de rechercher une communauté/unité totale des femmes. Comme tout problème, la question des femmes doit inclure les différences de classe, et comme toute révolution, la libération des femmes dans les différents pays a des particularités. Chaque contradiction est unique et l'émancipation des femmes dans chaque pays sera déterminée par la révolution de ce pays en fonction de la contradiction qu'il a.

Abonnez-vous!

La Cause du peuple lance sa campagne d'abonnements



La Cause du Peuple poursuit sa campagne d'abonnements! Il existe différentes formules selon votre situation et vos moyens. Ces abonnements annuels vous garantissent de recevoir **10 à 12 numéros**.

Abonnement auprès d'un comité local :
30 €/an

Rendez-vous auprès de notre réseau de militants dans différentes villes de France pour cette formule.

► Paiement en espèces auprès d'un comité local.

Abonnement postal :
40 €/an

Cet abonnement comprend une livraison à domicile de chaque numéro.

► Paiement en chèque ou par Lydia.

Abonnement de soutien :
à partir de 50 €/an

Cette formule comprend l'envoi à domicile de chaque numéro, et permet en plus au journal de financer son organisation et ses actions militantes.

► Paiement en chèque ou par Lydia.

Écrivez-nous à cdp.abonnements@protonmail.com pour l'abonnement postal et l'abonnement de soutien, en précisant votre adresse (voirie, numéro, commune et code postal) et numéro ou nom de boîte à lettres, ainsi que la formule d'abonnement souhaitée.